

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/30270]

**4 FEVRIER 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et remplacé par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, l'article 32 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médicaux-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, article 24 ;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), article 7 ;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 de la Communauté française sur les services de médias audiovisuels, article 140, § 3, alinéa 4 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux Fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 septembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 septembre 2020 ;

Vu le « test genre » du 10 septembre 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 24 septembre 2020 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la formation en cours de carrière, donné le 28 septembre 2020 ;

Vu l'avis du Conseil Wallonie Bruxelles Enseignement, donné le 15 octobre 2020 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 23 octobre 2020 ;

Vu les avis du Conseil de Direction du Ministère de la Communauté française, de l'Entreprise des technologies numériques de l'Information et de la Communication, de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française, réputés favorables en application de l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu le protocole n° 528 du Comité de secteur XVII, conclu le 13 novembre 2020 ;

Vu l'avis n°68.564/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 janvier 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>.** - *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, le 19<sup>o</sup> est complété par les mots « ou auprès du président d'une assemblée ».

**Art. 2.** Dans le Chapitre III du même arrêté, la section 6 est remplacée par ce qui suit :

**« Section 6. — Congé de maternité**

**Article 23.** – Le congé de maternité prévu par l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est assimilé à une période d'activité de service.

**Article 24.** – La rémunération due pour la période pendant laquelle l'agente se trouve en congé de maternité ne peut pas couvrir plus de quinze semaines ou de dix-neuf semaines en cas de naissance multiple.

La rémunération due pour la prolongation du repos postnatal accordé en application de l'article 32/1 ne peut pas couvrir plus de 24 semaines.

**Article 25.** – Lorsque l'agente a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement. Durant cette période, l'agente se trouve en congé de maternité.

Par dérogation à l'article 24, la rémunération est due.

**Article 26.** – A la demande de l’agente, le congé de maternité est, en application de l’article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971, prolongé après la neuvième semaine, d’une période dont la durée est égale à la durée de la période au cours de laquelle elle a continué à travailler à partir de la sixième semaine précédant la date réelle de l’accouchement ou à partir de la huitième semaine lorsqu’une naissance multiple est attendue. En cas de naissance prématurée, cette période est réduite à concurrence des jours pendant lesquels elle a travaillé pendant la période de sept jours qui précède l’accouchement.

Sont assimilés à des jours ouvrables qui peuvent être reportés jusqu’après le congé postnatal :

- 1° le congé annuel de vacances;
- 2° les jours fériés visés à l’article 12;
- 3° les congés visés aux articles 13 et 14;
- 4° le congé pour motifs impérieux d’ordre familial;
- 5° les absences pour maladie ou accident ;
- 6° la période d’éloignement complet du travail en tant que mesure de protection de la maternité.

En cas de naissance multiple, à la demande de l’agente, la période d’interruption de travail après la neuvième semaine, éventuellement prolongée conformément aux dispositions de l’alinéa 2, est prolongée au maximum d’une période de deux semaines.

**Article 27.** – Conformément à l’article 39, alinéa 3, de la loi sur le travail du 16 mars 1971, les deux dernières semaines de la période de repos postnatal peuvent être converties, à sa demande, en jours de congé de repos postnatal, lorsque l’agente peut prolonger la période d’interruption de travail d’au moins deux semaines après la neuvième semaine.

Au plus tard quatre semaines avant la fin de la période obligatoire de repos postnatal, l’agente informe par écrit l’autorité dont elle relève de la conversion et du planning visés à l’article 39, alinéa 3, de la loi sur le travail du 16 mars 1971.

Conformément à l’article 39, alinéa 3, de la loi sur le travail du 16 mars 1971, les jours de congé de repos postnatal doivent être pris dans les huit semaines à compter de la fin de la période ininterrompue de repos postnatal.

Les jours de congé de repos postnatal sont assimilés à une activité de service.

**Article 28.** – L’agente enceinte occupée dans un régime de travail à temps plein bénéficie d’un congé mi-temps couvrant la période de deux mois qui précède la date prévue de la naissance ainsi que, le cas échéant, la période séparant cette date de la date effective de la naissance.

Ce congé est rémunéré et est assimilé à une période d’activité de service.

**Article 29.** – En période de grossesse ou d’allaitement, les agentes ne peuvent effectuer du travail supplémentaire. Est à considérer comme travail supplémentaire, pour l’application du présent article, tout travail effectué au-delà de 38 heures par semaine.

**Article 30.** – L’agente en activité de service obtient, à sa demande, le congé nécessaire pour lui permettre de se rendre et de subir les examens médicaux prénatals qui ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de service. La demande de l’agente doit être appuyée de toute preuve utile.

Le congé est assimilé à une période d’activité de service.

**Article 30/1.** – L’agente qui, en application des articles 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et de l’article 18 de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l’aménagement du temps de travail dans le secteur public, est dispensée de travail, est mise d’office en congé pour la durée nécessaire. Le congé est assimilé à une période d’activité de service.

**Article 31.** – Les articles 23 et 24 ne s’appliquent pas en cas de fausse couche se produisant avant le 181<sup>ème</sup> jour de gestation.

**Article 32.** – § 1<sup>er</sup>. Si la mère de l’enfant est hospitalisée ou décède, le père de l’enfant obtient, à sa demande, un congé de paternité de substitution en vue d’assurer l’accueil de l’enfant.

§ 2. En cas d’hospitalisation de la mère, l’agent qui est le père de l’enfant peut bénéficier du congé de paternité de substitution aux conditions suivantes :

- 1° le nouveau-né doit avoir quitté l’hôpital;
- 2° l’hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé de paternité de substitution ne peut débuter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l’enfant et se termine au moment où prend fin l’hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisée par la mère.

L’agent qui est le père de l’enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité de substitution en informe par écrit l’autorité dont il relève. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l’hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l’accouchement et la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l’hôpital.

§ 3. En cas de décès de la mère, la durée du congé de paternité de substitution est au maximum égale à la durée du congé de maternité non encore épuisée par la mère.

L’agent qui est le père de l’enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité de substitution en informe par écrit l’autorité dont il relève dans les sept jours à dater du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début du congé de paternité de substitution et sa durée probable. Un extrait de l’acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

§ 4. Lorsque l’enfant n’a pas de père à l’égard duquel la filiation est établie, le congé de paternité de substitution visé au présent article revient à l’agente qui, au moment de la naissance :

- 1° est mariée avec la mère de l’enfant ;

2° cohabite légalement avec la mère de l’enfant et chez laquelle l’enfant a sa résidence principale, et qu’elles ne soient pas unies par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont elles ne peuvent être dispensées par le Roi;

3° depuis une période ininterrompue de trois ans précédant la naissance, cohabite de manière permanente et affective avec la mère de l’enfant et chez laquelle l’enfant a sa résidence principale, et qu’elles ne soient pas unies par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont elles ne peuvent être dispensées par le Roi. La preuve de la cohabitation et de la résidence principale est fournie au moyen d’un extrait du registre de la population.

§ 5. Le congé de paternité de substitution est assimilé à une période d’activité de service.

**Article 32/1.** – Dans le cas où, après les sept premiers jours à compter de sa naissance, le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier, le congé de repos postnatal peut, à la demande de l'agente, être prolongé d'une durée égale à la période pendant laquelle son enfant est resté hospitalisé après les sept premiers jours. La durée de cette prolongation ne peut dépasser vingt-quatre semaines. A cet effet, l'agente remet à l'autorité dont elle relève :

1° à la fin de la période de repos postnatal, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né est resté hospitalisé après les sept premiers jours à dater de sa naissance et mentionnant la durée de l'hospitalisation;

2° le cas échéant, à la fin de la période de prolongation qui résulte des dispositions prévues dans le présent alinéa, une nouvelle attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né n'a pas encore quitté l'établissement hospitalier et mentionnant la durée de l'hospitalisation. ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté, l'intitulé de la Section 2 du Chapitre VIII est remplacé par ce qui suit :

« Section. 2. - Congé pour l'exercice d'une activité auprès d'un groupe politique reconnu ou du Président d'une assemblée »

**Art. 4.** Dans l'article 93 du même arrêté, il est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Il faut entendre par « Président d'une assemblée » tout Président d'une assemblée ou d'un Parlement exerçant la fonction législative au niveau fédéral, communautaire ou régional. ».

**Art. 5.** Dans l'article 94 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« A la demande du président d'un groupe politique reconnu ou du Président d'une assemblée et avec l'accord de l'agent, et pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, ce dernier bénéficie, à sa demande, d'un congé pour une période de deux ans au maximum, aux fins d'accomplir, d'une manière régulière et continue, des prestations au bénéfice de ce groupe ou de son président ou du Président d'une assemblée. ».

**Art. 6.** Dans l'article 96 du même arrêté, les mots « ou le Président d'une assemblée » sont insérés entre les mots « ou le président du groupe » et les mots « à la disposition duquel il est placé ».

CHAPITRE II. - *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux Fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française*

**Art. 7.** Dans l'article 33, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux Fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française, le a) est complété par les mots « ou auprès du président d'une assemblée ».

#### CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

**Art. 8.** L'article 2 du présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 2020.

**Art. 9.** Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 4 février 2021.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et  
de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/30270]

**4 FEBRUARI 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof van de personeelsleden van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap, van de Hoge raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de institutionele hervormingen, artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en vervangen bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 ;

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van een openbare instelling die belast is met het ambt van inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 32 ;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, lid 2, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende de hervorming van de Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort "O.N.E.", artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009 ;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, artikel 24 ;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Entreprise publique des Technologies numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), artikel 7;

Gelet op het gecoördineerd decreet van 26 maart 2009 van de Franse Gemeenschap betreffende audiovisuele mediadiensten, artikel 140, § 3, lid 4 Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof van de personeelsleden van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap, van de Hoge raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 betreffende de delegatie van bevoegdheden en ondertekening aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 10 september 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 24 september 2020;

Gelet op de "gendertest" van 10 september 2020, uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 24 september 2020;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het Institut de la formation en cours de carrière, uitgebracht op 28 september 2020 ;

Gelet op het advies van de WBE-raad, uitgebracht op 15 oktober 2020 ;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van O.N.E. van 23 oktober 2020 ;

Gelet op de adviezen van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van ETNIC, van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs, van de Hoge raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap, gunstig geacht met toepassing van artikel 4, lid 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 528 van Sectorcomité XVII, gesloten op 13 november 2020 ;

Gelet op het advies nr. 68.564/4 van de Raad van State, gegeven op 20 januari 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. —** *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof van de personeelsleden van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap, van de Hoge raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren*

**Artikel 1.** In artikel 1, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof van de personeelsleden van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap, van de Hoge raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren, wordt het 19de lid aangevuld met de woorden "of bij de voorzitter van een Vergadering".

**Art. 2.** In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt afdeling 6 vervangen door de volgende tekst

"Afdeling 6 - Moederschapsverlof

**Artikel 23.** - Het moederschapsverlof bepaald in artikel 39 van de Arbeidswet van 16 maart 1971 wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

**Artikel 24.** - De bezoldiging die verschuldigd is voor de periode waarin de ambtenaar met moederschapsverlof is, kan niet meer bedragen dan 15 weken, of 19 weken in geval van een meerling.

De vergoeding die verschuldigd is voor de uit hoofde van artikel 32/1 toegestane verlenging van de postnatale rusttijd mag niet meer dan 24 weken bedragen.

**Artikel 25.** - Wanneer de ambtenaar het moederschapsverlof heeft uitgeput en de geboorte na de uitgerekenende datum plaatsvindt, wordt het moederschapsverlof verlengd tot de werkelijke geboortedatum. Gedurende deze periode is de ambtenaar met moederschapsverlof.

In afwijking van artikel 24 is de bezoldiging verschuldigd.

**Artikel 26.** - Op verzoek van de werkneemster (ambtenaar) wordt het moederschapsverlof, overeenkomstig artikel 39 van de Arbeidswet van 16 maart 1971, na de negende week verlengd met een periode gelijk aan de duur van de periode gedurende dewelke zij haar arbeid heeft voortgezet vanaf de zesde week voorafgaand aan de effectieve bevallingsdatum of vanaf de achtste week wanneer een meerling wordt verwacht. In geval van vroeggeboorte wordt deze termijn verminderd met het aantal dagen dat zij heeft gewerkt tijdens de periode van zeven dagen die aan de bevalling voorafging.

Met werkdagen die kunnen worden uitgesteld tot na het postnatale verlof, worden gelijkgesteld

1° jaarlijks vakantieverlof;

2° de in artikel 12 bedoelde feestdagen;

3° de in de artikelen 13 en 14 bedoelde verloven;

4° verlof om dwingende familierechten;

5° afwezigheden wegens ziekte of ongeval;

6° de periode van volledige verwijdering van de arbeid als maatregel ter bescherming van het moederschap.

In geval van meerlingen wordt op verzoek van de ambtenaar de periode van onderbreking van de arbeid na de negende week, die overeenkomstig de bepalingen van lid 2 kan worden verlengd, met ten hoogste twee weken verlengd.

**Artikel 27.** - Overeenkomstig artikel 39, lid 3, van de Arbeidswet van 16 maart 1971 kunnen de laatste twee weken van de postnatale rustperiode op haar verzoek worden omgezet in postnatale rustdagen, wanneer de ambtenaar de periode van werkonderbreking met ten minste twee weken na de negende week kan verlengen.

Uiterlijk vier weken vóór het einde van de verplichte postnatale rustperiode moet de ambtenaar de overheid waaronder zij ressorteert schriftelijk in kennis stellen van de omschakeling en de planning bedoeld in artikel 39, derde lid, van de Arbeidswet van 16 maart 1971.

Overeenkomstig artikel 39, lid 3, van de Arbeidswet van 16 maart 1971 moeten de postnatale rustdagen worden opgenomen binnen acht weken na het einde van de ononderbroken periode van postnatale rust.

Postnatale rustdagen worden behandeld als een dienstactiviteit.

**Artikel 28.** - Aan een voltijds zwangere ambtenaar wordt halftijds verlof verleend voor de periode van twee maanden die aan de vermoedelijke geboortedatum voorafgaat en, in voorkomend geval, voor de periode tussen deze datum en de datum van de werkelijke bevalling.

Dit verlof wordt betaald en wordt behandeld als een periode van actieve dienst.

**Artikel 29.** - Tijdens de zwangerschap of de lactatie mogen vrouwelijke ambtenaren geen overwerk verrichten. Voor de toepassing van dit artikel wordt arbeid die meer dan 38 uur per week wordt verricht, als overwerk beschouwd.

**Artikel 30.** - Aan een vrouwelijke ambtenaar in actieve dienst wordt op haar verzoek het nodige verlof verleend om prenatale medische onderzoeken, die niet buiten de werkuren kunnen plaatsvinden, te kunnen bijwonen en ondergaan. Het verzoek van de ambtenaar moet met alle relevante bewijzen worden gestaafd.

Het verlof wordt behandeld als een periode van dienstactiviteit.

**Artikel 30/1.** - De ambtenaar die krachtens de artikelen 42 en 43 van de Arbeidswet van 16 maart 1971 en artikel 18 van de Wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector, van het werk is vrijgesteld, wordt ambtshalve voor de noodzakelijke periode met verlof gezonden. Het verlof wordt behandeld als een periode van dienstactiviteit.

**Artikel 31.** - De artikelen 23 en 24 zijn niet van toepassing in geval van een miskraam die vóór de 181e dag van de zwangerschap plaatsvindt.

**Artikel 32.** - § 1. Indien de moeder van het kind in het ziekenhuis wordt opgenomen of overlijdt, wordt de vader van het kind, op eigen verzoek, vervangend vaderschapsverlof toegekend om voor het kind te zorgen.

§ 2. In geval van ziekenhuisopname van de moeder kan aan het personeelslid dat de vader van het kind is, onder de volgende voorwaarden vervangend vaderschapsverlof worden verleend:

1° de pasgeborene moet het ziekenhuis hebben verlaten;

2° de ziekenhuisopname van de moeder moet langer dan zeven dagen duren.

Het vervangend vaderschapsverlof kan niet eerder ingaan dan op de zevende dag na de dag van de geboorte van het kind en eindigt wanneer de ziekenhuisopname van de moeder eindigt en uiterlijk aan het einde van het nog niet door de moeder opgenomen deel van het moederschapsverlof.

Het personeelslid dat de vader van het kind is en vervangend vaderschapsverlof wenst op te nemen, stelt zijn overheid daar schriftelijk in kennis van. In de schriftelijke mededeling worden de datum van ingang van het verlof en de vermoedelijke duur ervan vermeld. Het verzoek om verlof moet samen gaan met een verklaring waarin de duur van de ziekenhuisopname van de moeder na de zeven dagen die volgen op de datum van de bevalling en de datum waarop het pasgeboren kind uit het ziekenhuis wordt ontslagen, worden gestaafd.

§ 3. In geval van overlijden van de moeder is de duur van het vervangend vaderschapsverlof ten hoogste gelijk aan de duur van het moederschapsverlof dat de moeder nog niet heeft opgebruikt.

Het personeelslid dat de vader van het kind is en vervangend vaderschapsverlof wenst op te nemen, stelt zijn overheid daar schriftelijk in kennis van binnen zeven dagen na het overlijden van de moeder. De schriftelijke mededeling vermeldt de datum waarop het vervangend vaderschapsverlof ingaat en de vermoedelijke duur ervan. Een uittreksel uit de overlijdensakte van de moeder moet zo spoedig mogelijk worden overgelegd.

§ 4. Wanneer het kind geen vader heeft van wie de afstamming is vastgesteld, wordt het in dit artikel bedoelde vervangende vaderschapsverlof toegekend aan het personeelslid dat op het tijdstip van de geboorte :

1° gehuwd is met de moeder van het kind ;

2° wettig samenwoont met de moeder van het kind en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en zij niet met elkaar verwant zijn op een wijze die een huwelijksverbod meebrengt waarvan zij door de Koning niet kunnen worden ontheven;

3° gedurende een ononderbroken periode van drie jaar voorafgaand aan de geboorte, duurzaam en feitelijk samenwoont met de moeder van het kind en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en zij niet verenigd zijn door een familierechtelijke betrekking die een huwelijksverbod inhoudt waarvan de Koning hen niet kan ontheffen. Het bewijs van samenwoning en hoofdverblijfplaats wordt geleverd door middel van een uittreksel uit het bevolkingsregister.

§ 5. Het vervangend vaderschapsverlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

**Artikel 32/1.** - Wanneer het pasgeboren kind na de eerste zeven dagen na de geboorte in het ziekenhuis moet blijven, kan het postnatale rustverlof op verzoek van de ambtenaar worden verlengd met een periode gelijk aan de periode gedurende welke het kind na de eerste zeven dagen in het ziekenhuis is gebleven. De duur van deze verlenging mag niet meer dan 24 weken bedragen. Daartoe legt de ambtenaar aan de overheid waaronder zij ressorteert:

1° op het einde van de postnatale rustperiode, een attest van het ziekenhuis waarin wordt bevestigd dat het pasgeboren kind na de eerste zeven dagen vanaf de geboortedatum in het ziekenhuis heeft verbleven, en waarin de duur van de ziekenhuisopname wordt vermeld;

2° in voorkomend geval, op het einde van de verlengingsperiode die voortvloeit uit de bepalingen van dit lid, een nieuwe verklaring van de ziekenhuisinstelling waarin wordt bevestigd dat de pasgeborene de ziekenhuisinstelling nog niet heeft verlaten en waarin de duur van de ziekenhuisopname wordt vermeld. “.

**Art. 3.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk VIII vervangen door het volgende:

“Afdeling. 2 - Verlof voor het uitoefenen van een activiteit met een erkende politieke groepering of de voorzitter van een vergadering”.

**Art. 4.** Aan artikel 93 van hetzelfde besluit wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

“Voorzitter van een Vergadering”: elke voorzitter van een Vergadering of Parlement die/dat de wetgevende functie uitoefent op federaal, gemeenschaps- of gewestelijk niveau. “.

**Art. 5.** In artikel 94 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door de volgende tekst:

“Op verzoek van de voorzitter van een erkende fractie of van de voorzitter van een vergadering en met instemming van het personeelslid wordt hem, voor zover het dienstbelang zich daar niet tegen verzet, verlof verleend voor een periode van ten hoogste twee jaar om op geregelde en permanente basis opdrachten uit te voeren ten behoeve van die fractie of van de voorzitter ervan of de voorzitter van een vergadering. “.

**Art. 6.** In artikel 96 van hetzelfde besluit worden de woorden "of de voorzitter van een vergadering" ingevoegd tussen de woorden "of de voorzitter van de groep" en de woorden "ter beschikking waarvan hij is gesteld".

**HOOFDSTUK II.** — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 betreffende de delegatie van bevoegdheden en ondertekening aan de ambtenaren-generaal en sommige andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap*

**Art. 7.** In artikel 33, eerste lid, 2°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2020 betreffende de delegatie van bevoegdheden en ondertekening aan de ambtenaren-generaal en sommige andere personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt het punt a) aangevuld met de woorden "of aan de voorzitter van een vergadering".

**HOOFDSTUK III.** — *Slotbepalingen*

**Art. 8.** Artikel 2 van dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 2020.

**Art. 9.** De minister die ambtenarenzaken onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 4 februari 2021.

Voor de Regering,

De Minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het Toezicht op WBE,

Fr. DAERDEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/200673]

#### 4 FEVRIER 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 29 juin 2014 relatif au bien-être des lapins dans les élevages

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Bien-être des animaux, l'article D.26, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 2014 relatif au bien-être des lapins dans les élevages;

Vu le rapport du 10 décembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 68.545/4 du Conseil d'Etat donné le 18 janvier 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Bien-être animal;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 18 de l'arrêté royal du 29 juin 2014 relatif au bien-être des lapins dans les élevages, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 janvier 2016, le 1<sup>er</sup> tiret du point 3° est supprimé.

**Art. 2.** Dans l'article 26 du même arrêté, les mots « à l'exclusion des points 3° et 4° de l'article 18. Ces points entrent en vigueur dès que le Ministre a fixé les conditions stipulées à l'article 25 et pas avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021 » sont supprimés.

**Art. 3.** La Ministre du Bien-être animal est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 février 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/200673]

#### 4. FEBRUAR 2021. — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 2014 über das Wohlbefinden der Kaninchen in den Zuchtstätten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz, Artikel D.26 Absatz 1;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 2014 über das Wohlbefinden der Kaninchen in den Zuchtstätten;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 10. Dezember 2020;